

La localisation du futur lycée pose question.

Oui à un lycée à Vertou, plus respectueux de Vertou et des Vertaviens.

INTRODUCTION

Nous nous réjouissons du projet de lycée sur Vertou mais nous regrettons le choix d'implantation retenu par la région Pays de Loire, et la trop courte consultation des citoyens. Une autre solution existe, plus pertinente, autant d'un point de vue environnemental et biodiversité que sous l'angle aménagement urbain, mais aussi pour les futurs utilisateurs du Lycée.

Nous revendiquons une totale indépendance de toute obédience politique ; en témoigne notre collaboration avec la ville sur différents sujets relatifs à la transition environnementale.

1) POURQUOI LE SITE DE MANDON NE NOUS PARAÎT PAS ÊTRE LE PLUS PERTINENT

- **Une artificialisation** d'un site, en surplomb immédiat de la Sèvre, qui aura un impact majeur sur le patrimoine paysager de Vertou et de la vallée de la Sèvre, déjà bien mal en point, ainsi bien sûr que sur la **biodiversité**.
- Un choix qui ne prend pas suffisamment en compte les impacts du **changement climatique**, tant sous l'angle du **risque inondations**, que sur les conséquences d'une **artificialisation** d'une prairie de 3 ha en surplomb de rivière.
- **La Mission Régionale d'autorité environnementale (MRAE)** souligne des imprécisions en ce qui concerne **le traitement des eaux usées**. Des **dysfonctionnements ont été observés** sur les stations existantes, et des rejets d'eaux usées constatés dans des milieux sensibles. Et Mandon est un site sensible.(rapport sur la mise en compatibilité du PLUi liée à la création d'un lycée à Vertou)
- Un impact très négatif sur **l'environnement urbain** immédiat (pont et quartier du chêne) , du fait des **perturbations** supplémentaires qu'entraînera cette construction sur un secteur qui connaît déjà des **difficultés de circulation**, et auxquelles aucune réponse n'est apportée. De plus, ce site est très **éloigné des lignes principales de transports en commun**.
- L'impossibilité d'aménager sur site une structure pour les **activités sportives**, entraînant de ce fait la nécessité de **déplacer systématiquement les élèves**, avec les risques liés et la perte de temps induite.

Le lycée sera construit, à minima, pour 50 ans. Comment sera la ville de Vertou en 2075 ? Il faut avoir une vision globale pour modéliser la ville de Vertou.

Nous allons détailler les différents points évoqués.

A - Artificialisation et biodiversité

a – La situation géographique et historique

Le terrain prévu pour la construction du futur lycée est localisé dans une zone naturelle destinée aux loisirs. Ce site a été choisi car il n'y a pas d'enjeux agricoles (viticoles) et la ville en est propriétaire, contrairement aux trois autres sites

Source : [Dossier de concertation](#) (page 42).

Cette prairie est constituée de la terre et de la vase issue du creusement du plan d'eau dans les années 90. Mais depuis 35 ans c'est devenu une prairie naturelle, fauchée régulièrement et une flore intéressante s'est installée

Le **cahier communal de Vertou** (PLUm de Nantes Métropole) énonce les **objectifs réglementaires** concernant les espaces naturels et forestiers (pages 12 et 13) :

- Préserver et entretenir les espaces naturels remarquables d'intérêt supra-métropolitain
- Préserver et restaurer le corridor écologique de la vallée de la Vertonne, lien fonctionnel entre le réservoir écologique du Bois des Gripots au nord et la vallée de la Sèvre au sud
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine végétal et paysager selon ses caractéristiques
- Préserver et restaurer la qualité des milieux humides et aquatiques et notamment la protection des abords des cours d'eau et des zones humides

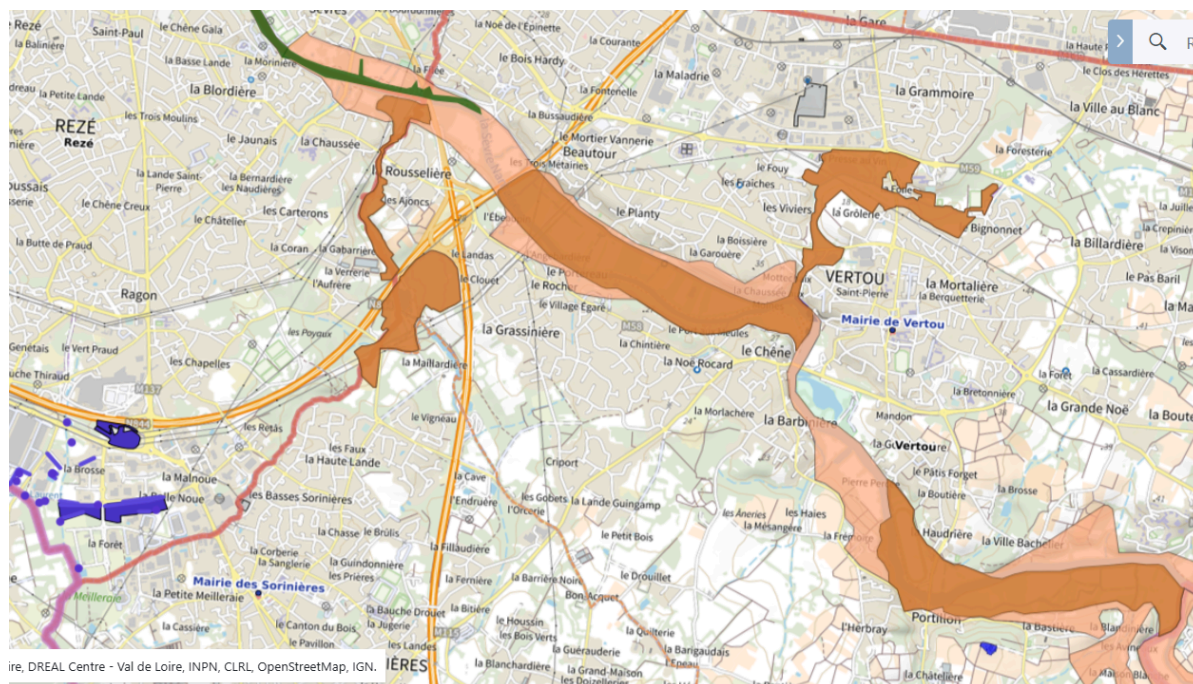
[PLUm cahier communal de Vertou](#)

Ce lieu est inclus dans la vallée de la Sèvre qui est identifiée au sein du Schéma de Cohérence Territoriale comme espace à fort intérêt patrimonial.

b – un milieu naturel remarquable à préserver

Six zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I et II se situent dans un périmètre de 3 km autour du site. Trois ZNIEFF sont adjacentes au parc du Loiry et à la prairie de Mandon.

- ZNIEFF de type I « Prairies humides et coteaux boisés à Portillon », située à environ 300 m au sud-ouest, caractérisée par une flore riche et diversifiée (flore prévernale notamment) avec quelques plantes rares et protégées en Pays de la Loire
- ZNIEFF de type I « vallée de la Vertonne »
- ZNIEFF de type II « Vallée de la Sèvre nantaise de Nantes à Clisson », située à 60 m au sud-ouest, caractérisée par des prairies inondables bordées de coteaux boisés,



Source :

https://carto.sigloire.fr/1/r_synthese_environnementale_r52.map

Le parc du Loiry et la prairie adjacente sont donc situés **au carrefour de trois ZNIEFF**. Ils constituent une **corridor écologique essentiel**, entre ces trois ZNIEFF, pour la trame verte et bleue de la métropole. Mais

ils n'apparaissent pas comme tels sur la carte **car cela n'a pas été étudié spécifiquement**. La fragmentation des habitats par la rupture des continuités écologiques est une des causes de l'effondrement de la biodiversité observé actuellement. Préserver ce parc et cette prairie de toute urbanisation permettra d'assurer le bon fonctionnement de ce corridor écologique, tout en respectant les objectifs réglementaires du cahier communal de Vertou.

c – richesse et fragilité de la biodiversité

Si aucune espèce floristique protégée n'a été identifiée, les enjeux faunistiques du site sont tout autres. Ils concernent essentiellement les reptiles avec la **présence avérée de 5 espèces protégées** (Orvet fragile, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique, Couleuvre vipérine et Vipère aspic) dans le boisement au nord et la haie au sud-est. Ces enjeux sont jugés moyens à forts pour la Couleuvre helvétique, la Couleuvre vipérine et la Vipère aspic. Le Crapaud épineux et la Grenouille verte y ont également été observés .

Sept espèces de chiroptères (chauves-souris), **toutes protégées**, ont été observées. Le niveau d'enjeu est jugé fort au niveau des points d'eau et moyen au niveau des lisières.

Huit espèces d'oiseaux nicheurs, dont beaucoup sont protégés (Chardonneret élégant, protégé (P), Coucou gris, Mésange bleue (P), Pouillot véloce (P), Fauvette à tête noire (P), Pigeon ramier et Etourneau sansonnet, Merle noir) ont été identifiées avec des enjeux particuliers sur les rives de la Sèvre nantaise et les lisières des bosquets.

Sources : <https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation>
<https://metropole.nantes.fr/atlas-biodiversite>

d – les zones humides et prairies naturelles : des alliées essentielles dans la lutte contre le changement climatique

Selon l'Observatoire Français de la Biodiversité (OFB), trois fonctions majeures des zones humides sont identifiées :

- **Fonctions hydrologiques** : les milieux humides sont des « éponges naturelles » qui reçoivent de l'eau, la stockent et la restituent. (en lien avec la lutte contre le risque inondation)
- **Fonctions physiques et biogéochimiques** : elles sont aussi des « filtres naturels » des bassins versants qui reçoivent des matières minérales et organiques, les emmagasinent, les transforment et/ou les retournent à l'environnement.

- **Fonctions biologiques** : Les conditions hydrologiques et chimiques permettent un développement extraordinaire de la vie dans les milieux humides.

Source : <https://www.zones-humides.org/interets/fonctions/>

Le site retenu présente une zone humide de 0,6 ha au Nord, le long du boulevard Guichet- Sérex, constituée d'une aulnaie/frênaie, ainsi qu'une autre zone humide au Sud, le long de la Sèvre. Le rapport de la MRAe indique que les espaces périphériques de ces zones humides ne sont pas précisés. **La MRAe recommande d'ailleurs de « préciser les espaces périphériques des zones humides identifiées. »**

[Avis MRAe sur le projet du futur lycée de Vertou](#)

La majeure partie du site est constituée d'une prairie de fauche, humide dans la partie Nord proche de la zone humide et moyennement sèche ailleurs. Les deux secteurs présentent un fort intérêt faunistique et floristique.

e - incidences de l'aménagement sur le milieu et la biodiversité

La destruction des habitats est la première cause de destruction de la biodiversité. Nous assistons actuellement à un effondrement de celle-ci qui constitue une 6ème extinction des espèces. Et la destruction de la biodiversité est un facteur aggravant du changement climatique.

Le 1^{er} rapport du GIEC des Pays de Loire mentionne que la région présente une **réserve de biodiversité remarquable mais sous pression**, en raison de la destruction des haies, des espaces boisés et des zones humides, de la fragmentation des écosystèmes entraînant une rupture de continuité et de l'artificialisation des sols.

En Pays de Loire, 40 % des poissons, 30 % des oiseaux et amphibiens et 24 % de la flore sont menacés d'extinction. Seulement 11,3 % des cours d'eau ont une bonne qualité de l'eau. Et les zones humides ne représentent plus que 2,1 % du territoire. Depuis 1960, 50 % des zones humides ont disparu, alors que leur fonction hydrologique pour le stockage, la biofiltration et la lutte contre les inondations est primordiale.

Source : [1er rapport du GIEC Pays de la Loire](#)

Toutes les actions de préservation de la biodiversité sont donc importantes pour enrayer son effondrement et ralentir les conséquences du changement climatique.

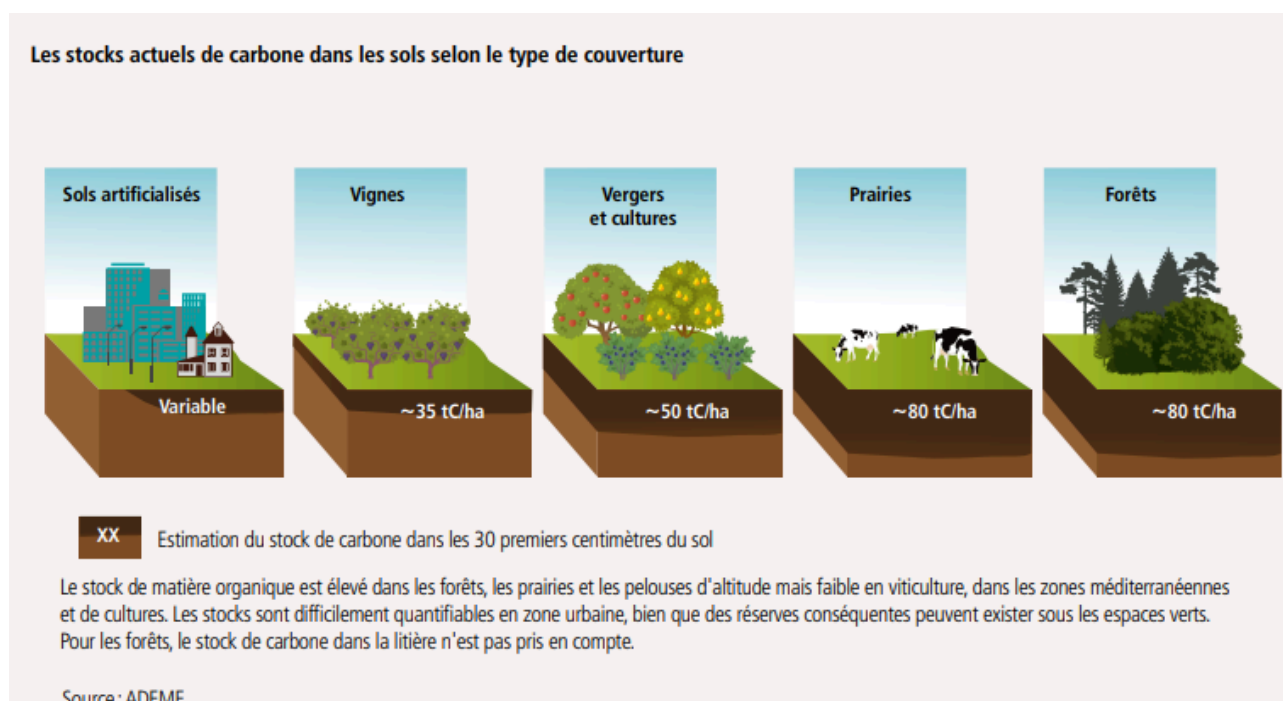
B - Biodiversité et stockage de carbone

En France, 3 à 4 milliards de tonnes de carbone sont stockés dans les 30 premiers centimètres de sols, soit trois fois plus que dans le bois des parties aériennes des forêts.

Source : *Carbone organique des sols – l'énergie de l'agroécologie, une solution pour le climat*, ADEME, juin 2014.

[Réseau action climat - séquestration du carbone](#)

Sur plusieurs années de stabilité, un sol de prairie stocke autant de carbone qu'un sol de forêt. Par comparaison, un sol artificialisé en stocke beaucoup moins.



A ceci s'ajoutent les flux d'entrée et de sortie.

- Chaque année, une prairie ancienne, non labourée et non renouvelée depuis longtemps, fixe **une certaine quantité de carbone**. Au fil des ans, les quantités stockées s'accumulent dans le sol.
- Inversement, la transformation d'une prairie par des aménagements qui vont entraîner son imperméabilisation totale ou partielle génère un **déstockage de carbone** et libère dans l'atmosphère les quantités accumulées depuis plusieurs années.

La MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) rappelle en effet que le facteur d'émission de la destruction d'une prairie est équivalent à celui de la transformation d'une forêt vers un sol imperméabilisé. (rapport page 9)

[Avis MRAe sur le projet du futur lycée de Vertou](#)

POURQUOI ARTIFICIALISER lorsque d'autres solutions sont possibles ?

L'amélioration de la gestion des prairies permanentes permettrait de renforcer les puits de carbone naturels.

Voici quatre préconisations du deuxième rapport du GIEC des Pays de la Loire :

- ***Faire de l'impact carbone un critère d'arbitrage des investissements, notamment en ce qui concerne l'artificialisation des sols et la fonctionnalité et le développement des continuums écologiques.***
- ***Restaurer, préserver et renforcer les puits de carbone naturels en améliorant la gestion des prairies permanentes.***
- ***Restaurer et préserver les zones humides qui tout en représentant 3 % des terres émergées stockent 75 % du CO2.***
- ***S'appuyer sur les écosystèmes qui, lorsqu'ils sont en bonne santé, jouent un rôle fondamental dans l'atténuation du changement climatique.***

Source : [2ème rapport du GIEC Pays de la Loire 2023](#)

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/les-pays-de-la-loire-doivent-adapter-leurs-infrastructures-au-rechauffement-climatique-previent-le-giec-8931712>

Le **département de Loire Atlantique** affiche une politique volontariste en matière de protection des sols, en préconisant de reconstruire sur des sols déjà artificialisés en prenant les friches des anciens collèges comme exemple. Conscient de la surexploitation des sols, il participe, avec d'autres instances dont l'Institut de la Transition foncière, à un **Appel pour une politique nationale des sols**.

Le Département renforce la protection des sols

Le Département de Loire-Atlantique continue de freiner sa consommation de terres agricoles et naturelles. Il vient de renouveler sa stratégie sur le Zéro artificialisation nette (Zan).

Le Département renouvelle sa stratégie (adoptée à l'unanimité en 2020) sur le Zéro artificialisation nette (Zan). L'enjeu ? Protéger terres agricoles et espaces naturels aux vertus parfois insoupçonnables. « On fait des découvertes sur les sols, la richesse de la biodiversité et l'importance de la biomasse », détaille Chloé Girardot-Moitié, vice-présidente aux Ressources, aux milieux naturels et à la biodiversité.

L'élue écologiste alerte contre les mirages de la compensation, outil juridique qui ne répare pas les dégâts commis contre la nature. « Le sol n'est pas un support inerte, c'est du vivant, qui se trouve au début de la chaîne alimentaire. C'est aussi un patrimoine génétique qui nous protège. » Un sol d'autant plus précieux qu'il lui faut du temps pour se construire. « Pour un centimètre de sol, il faut entre cent ans et mille ans, ça fait réfléchir. » Une éternité balayée en un passage de tractopelle.

Le conseil départemental a arrêté, lundi, neuf priorités pour protéger les sols des appétits de l'urbanisation et

de la construction, dans un département qui a déjà versé son écot à l'artificialisation, même si les choses s'améliorent, comme le rappelle Chloé Girardot-Moitié : « Entre 2004 et 2009, plus de 1 200 hectares par an étaient artificialisés. On est aujourd'hui à 365 hectares. C'est comme si, chaque mois, on perdait à peu près l'équivalent de la superficie du nouveau CHU. »

Logements des seniors sous-occupés

Parmi ces priorités, la reconstruction, par exemple sur les collèges, le recours aux terres déjà artificialisées pour des projets de construction, l'intensification des usages (utiliser les salles vacantes le week-end).

D'autres pistes sont plus inattendues, comme le fait d'accompagner les seniors vers des logements adaptés à une autre étape de leur vie. 80 % des plus de 65 ans sont en situation de sous-occupation des logements, personnes seules ou couples qui vivent dans des maisons devenues trop grandes pour eux. Enfin, le levier



Les sols des espaces agricoles, ici près de Notre-Dame-des-Landes, comme ceux des espaces naturels et des forêts recèlent une richesse souvent méconnue.

(Photo : Franck Durrer)

fiscal fait partie des pistes, « pour récompenser les modèles plus vertueux ».

« Une liste de bonnes intentions », juge Agnès Paragot, élue (d'opposition) du canton de Vertou, mais aucu-

ne vision, pas de chiffre et parfois des éléments contradictoires avec d'autres politiques publiques que vous portez. » L'opposition (24 voix) s'est abstenue.

Philippe ECALLE.

source : [Ouest france du 18.12.2024](https://www.ouestfrance.fr/loire-atlantique/le-departement-renouvelle-sa-strategie-sur-le-zero-artificialisation-nette-18122024)

Sources : Article Ouest France - 18 12 2024 ;

<https://www.transitionfonciere.fr/post/appele-pour-une-politique-nationale-des-sols#viewer-0v3wi6934>

Le **Plan Climat Air Énergie Territorial de Nantes Métropole** (PCAET) paru en 2024, tient compte de ces préconisations et présente des mesures d'atténuation et d'adaptation conformes aux rapports du GIEC.

Action 26 bis : Investir le temps de l'instruction du droit des sols comme espace de conseil pour mieux intégrer la transition écologique dans les projets (**volet communal**)

Préserver les puits de carbone naturels

Action 52 : Consommer 1/3 d'espaces agricoles, naturels et forestiers en moins par rapport à l'objectif du PLUm 2019.

Source : <https://metropole.nantes.fr/files/pdf/climat/NM.pdf>

La MRAe observe néanmoins qu'à défaut d'avoir identifié les espaces périphériques des zones humides, l'absence d'incidence sur leurs fonctionnalités ne peut totalement être démontrée.

Par ailleurs la fréquentation importante du site peut conduire à des phénomènes d'aversion pouvant réduire les intérêts pour la faune des secteurs identifiés comme devant être protégés. Le dossier présente des espaces tampons autour de la haie au sud-est et de la zone humide nord sans que ces derniers ne soient enfin intégrés aux dispositions modifiées du PLUi.

Le parc du Loiry et la prairie, avec ses zones humides constituent un site intéressant sur le plan de la biodiversité d'autant qu'ils sont au carrefour de trois ZNIEFF. Il nous paraît essentiel de préserver ce parc et cette prairie : pas d'artificialisation, conservation et amélioration de la gestion écologique de ces puits de carbone (pâturage plutôt que fauchage, conservation des haies, sauvetage et préservation des zones humides...)

C - Artificialisation et risque inondation

Dans notre région, nous avons une eau omniprésente, abondante mais dégradée. Le GIEC des Pays de la Loire souligne dans son rapport de 2022 la vulnérabilité de la ressource en eau face aux changements climatiques dans la région (page 14).

11 % des rivières sont en bon état écologique soit 89% sont en mauvais état (contre 44 % à l'échelle nationale. Elles subissent une altération écologique, chimique et quantitative (déséquilibre entre les prélèvements et les ressources, pollutions diverses, ...).

Trois facteurs permettent de comprendre l'ampleur du phénomène :

- **l'artificialisation des sols,**
- l'aménagement des cours d'eau
- les pratiques agricoles (irrigation, drainage, apports en fertilisants et produits phytosanitaires).

Sécheresses et inondations sont les 2 faces d'une même pièce et ces phénomènes sont **amplifiés par le changement climatique**.

L'artificialisation des sols est la conséquence de deux siècles d'aménagement du territoire et de drainage. L'eau ne peut pas ralentir en s'infiltrant dans les sols. Elle arrive à toute vitesse et accélère en aval ce qui crée des inondations.

Or on a « corseté » les rivières en artificialisant les sols. Et nous avons pris l'espace latéral dans lequel elles se déploient habituellement. Cet espace latéral est nécessaire aux rivières en bonne santé ! Spontanément, une rivière prend l'espace latéral, elle se déploie latéralement, elle irrigue les milieux riches en eau, les prairies humides, les zones humides des ripisylves.

Lorsque la rivière a de l'espace latéral, la force de la crue se dissipe dans l'espace latéral, ralentit, s'infiltre dans les sols et donc arrive beaucoup moins vite en aval. Les rivières sont en ruine. On a trop domestiqué les rivières. Une rivière a besoin d'espaces pour jouer tous ses rôles, pour abriter la vie et atténuer les crises. Les rivières vivantes sont nécessaires à la vie et donc aux sociétés humaines.

Le PPRI (plan prévention des risques inondations) préconise la préservation des champs d'expansion des crues et des zones non urbanisées.

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/prevention-inondations>

L' historique des crues nous montre que le risque est réel et bien documenté à Vertou.

Portillon - 1983	<ul style="list-style-type: none">● Altitude de l'eau : 8.16 m (hauteur par rapport au niveau 0 de la mer)● Hauteur d'eau mesurée localement : 1.4 m au niveau des sanitaires et 2.26 m au niveau des habitations.
Chaussée des moines – 1983	<ul style="list-style-type: none">● Altitude de l'eau : 8.16 m (hauteur par rapport au niveau 0 de la mer)● Hauteur d'eau mesurée localement : 2.18 m au niveau des habitations.

Crue centennale de 1910	<ul style="list-style-type: none"> • Altitude de l'eau : 6.86 m (hauteur par rapport au niveau 0 de la mer) • Hauteur d'eau mesurée localement : 2.70 m au niveau du pont du Chêne
-------------------------	--

source : <https://www.sevre-nantaise.com/> (EPTB (établissements publics territoriaux de Bassin) Sèvre Nantaise)





Ceci est confirmé le rapport du GIEC Pays de la Loire : « **Des tempêtes plus nombreuses et plus violentes, une ressource en eau affaiblie, des épisodes de grande chaleur plus réguliers, des risques d'inondation plus fréquents, une perte de biodiversité conséquente, ce sera le pire scénario si on n'agit pas** », précise **Véronique Raison-Victor**, présidente du Giec Pays de la Loire ».

Il est primordial de prendre en compte ces éléments quand on construit un lycée pour une période d'au moins 50 ans.

Mandon est un territoire à risque d'inondation

Le site de Mandon est concerné par le TRI un territoire à risque important d'inondation (TRI). Le rapport de 2017 du TRI mentionne également : « **Le réseau routier est le principal enjeu économique affecté par les inondations à Vertou. Le boulevard Guichet Serex est susceptible d'être coupé par une crue moyenne de la Sèvre** ».

Zonage réglementaire

-  expansion - très fort
-  expansion - fort
-  expansion - moyen
-  expansion - faible



[carte de l'ancien PPRI de la Sèvre Nantaise](#)

Il y a également une zone humide en bordure du boulevard où le risque d'inondation par ruissellement est loin d'être négligeable (Source : dossier de concertation, carte page 41). **En janvier 2025, la rue Charles Chollet à l'angle du boulevard Guichet Sérex a été coupée plusieurs fois en raison d'inondation par ruissellement (avec une crue à seulement 1,25 m). (en lien, semble t'il à un affaissement des réseaux d'écoulement). Il est prévu d'aménager la future gare routière à cet endroit.**

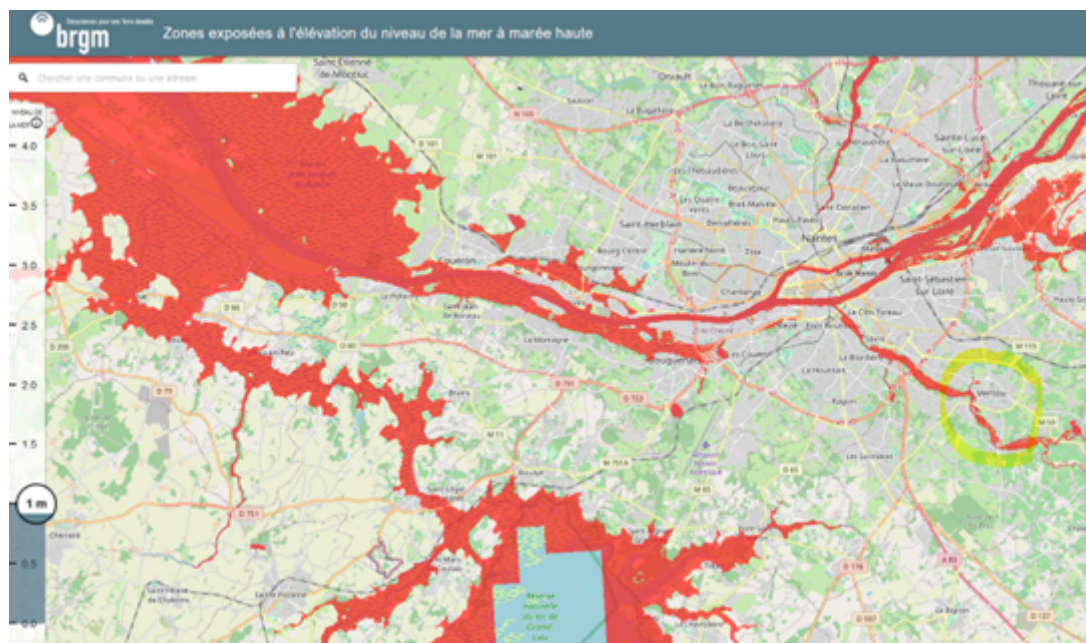
Une révision du PPRI a été engagée en 2019 et est susceptible de faire évoluer ces zonages réglementaires notamment pour la prise en compte des incidences du changement climatique.

La **DREAL**(direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) vient de publier en janvier 2025, un **rapport étudiant la sensibilité aux inondations par ruissellement** des 5 départements de la région Pays de la Loire. Vertou présente une forte sensibilité au ruissellement, notamment de par sa position en aval du bassin versant et ses fortes urbanisation et artificialisation.

Le risque inondation est encore accru par l'élévation inéluctable du niveau marin

Vertou est également concerné par la montée du niveau marin à plus ou moins long terme. Les prévisions du GIEC annoncent une élévation d'1 mètre à l'horizon 2100)

source : https://www.vigicrues.gouv.fr/ftp/pdf/ZIP_M750242010_1400.pdf



Cette carte, produite par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, montre les conséquences d'**une augmentation du niveau marin d'1 m** sur le niveau des eaux douces du département. On peut donc raisonnablement envisager que **l'écoulement des eaux de la Sèvre sera ralenti en cas de crues et de marées hautes simultanées**. Le **boulevard Guichet Sérèx risque d'être coupé plus souvent**.

Actuellement à chaque grande marée (coefficient > 100), le chemin des bas-près est inondé, la Sèvre franchit la chaussée en sens inverse de l'écoulement et remonte vers l'amont. **L'inondation du Boulevard Guichet Serex pose question quand on mesure l'intensité du Trafic routier si le lycée se construit sur le site de Mandon**. Et également quand on sait que la gare routière est prévue à l'angle de la rue Charles Cholet et le boulevard Guichet-Sérèx qui est très régulièrement inondée.

D – La gestion et l'assainissement des eaux usées

Dans son rapport sur le projet du Lycée, **la MRAe observe (page 11) :**

- Les taux de saturation des 3 stations datent de 2014.
- **Ces stations présentent des dysfonctionnements** ayant pour conséquences **le déversement d'eaux usées dans les milieux récepteurs sensibles**.

La MRAe recommande :

- de préciser la **station de traitement des eaux usées** à laquelle le futur lycée sera raccordé et ses taux de saturation organique et hydraulique actualisés ;
- de conditionner le cas échéant le raccordement du nouveau lycée à la **réalisation préalable des travaux nécessaires sur les systèmes d'assainissement concernés**

Le système d'assainissement nécessaire à l'implantation du lycée n'est pas encore défini.

E – Environnement urbain et mobilités

Le site de Mandon ne se trouve pas à proximité des principales lignes de bus desservant l'agglomération vertavienne..

La ligne 97, qui relie le centre de Vertou à Trentemoult via le Chêne et Rezé, passe sur le boulevard Guichet-Serex. Pour relier la gare routière de Vertou, elle fait le détour par le nouveau collège Jean Monnet et le bout du boulevard de l'Europe, soit un temps de trajet assez long. Mandon se trouve à plus de 20 mn à pied de la gare routière

La ligne 47 dessert la rive sud de la Sèvre, via les Pégers reigniers, et concerne principalement ce site. Mais il faut aller la prendre au Bd des sports.

Si de nouvelles lignes ne sont pas prévues, il faut donc prévoir un accroissement sensible de la circulation automobile, sur un secteur déjà engorgé aux heures de pointe.

Bien sûr, il est prévu une offre de bus scolaires mais il est difficile d'en analyser le taux de fréquentation auprès de lycéens et d'étudiants post bac. Ainsi, en supposant que les 900 élèves viennent en bus scolaires, 15 à 18 véhicules de 50 places seraient nécessaires.

En outre se pose le **délicat problème de l'accès par le secteur du Chêne**, déjà bien identifié, et pour cause, par les décideurs. Lors des réunions de quartier, les résidents se plaignent de façon récurrente du trafic, **le passage par le Chêne servant de délestage du périphérique aux heures de pointe.**

Le réaménagement prévu du Bd guichet Serex peut se faire sans difficulté (même si le bout du boulevard est fortement exposé au risque inondations) mais cet aménagement se révélera inefficace puisque **le goulot d'étranglement du pont du Chêne bloquera le trafic.**

Il est répondu que le nombre de lycéens à venir de la rive gauche de la Sèvre sera limité. " Les lycéens des Sorinières et autres communes à l'ouest de Vertou **devraient être orientés** vers le futur lycée de Saint Philbert de Grand Lieu". Ceci peut-il vraiment être envisagé quand on sait que ce lycée se situera à 20 km des Sorinières, soit plus du double de distance par rapport à Mandon ?

En outre, Vertou compte déjà une partie non négligeable de sa population sur cette rive de la Sèvre, ce qui entraînera de facto **une hausse du trafic sur un secteur du chêne qui ne peut faire l'objet d'aménagements routiers significatifs.** On ne voit malheureusement pas comment le discours sur la passerelle vélo/piétons peut constituer une réponse, telle qu'elle est envisagée.

Interrogée par un citoyen sur les impacts en terme de trafic et sur les études réalisées, la Ville confirme qu'aucune étude n'a été réalisée mais que la **ville s'appuie sur "une hypothèse construite avec les services de la Région, du Rectorat, de Nantes Métropole et de la Tan, sur la base de ce qui est constaté pour des équipements similaires."**

Réunion de quartier du Chêne

[Ouest France - Vertou - une réunion de quartier pour le bilan à mi-mandat](#)

La construction du lycée à cet endroit risque d'avoir **un impact très négatif sur l'environnement urbain immédiat (Pont et quartier du chêne)**, ainsi qu'un éloignement des lignes principales de transports en commun.

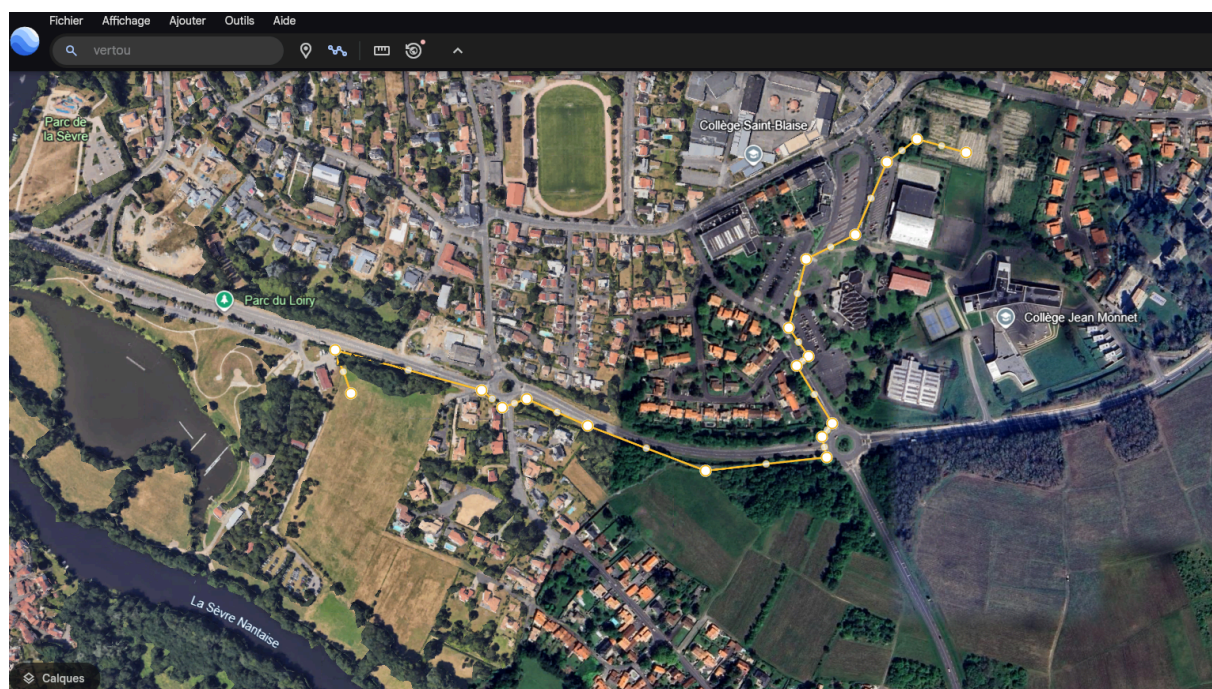
L'arrivée d'un nouveau lycée à cet endroit ne peut être envisagée sans une véritable étude d'impact sur le trafic, en analysant les conséquences sur les aménagements des transports urbains de la ville de Vertou.

F - Des Installations sportives éloignées du site de Mandon

Les déplacements aller/retour vers les installations sportives réduisent fortement le temps d'enseignement et de pratique des élèves. Pour un cours de 110 minutes (deux heures consécutives), un déplacement d'un kilomètre aller/retour avec une classe prend 30 minutes soit 27% du temps de la séance. C'est pourquoi **il est essentiel que l'installation sportive soit implantée dans l'établissement ou à sa proximité immédiate**. C'est aussi essentiel pour que l'équipe des professeurs d'EPS, soit mieux intégrée à la vie de l'établissement en ayant des contacts réguliers avec leurs collègues et l'équipe de direction.

C'est d'ailleurs le cas dans tous les derniers lycées construits en région Pays de la Loire. Ils ont tous des équipements sportifs à proximité immédiate. C'est ainsi le cas des lycées de [Mandela](#), [Carquefou](#), [Nort sur Erdre](#), [Pontchâteau](#), récemment construits... C'est aussi le cas du futur lycée de [St Philbert de Grand Lieu](#).

Vertou serait donc le seul projet qui ferait exception en proposant le partage des équipements existants avec les 2000 collégiens et 1500 primaires. Un accès de plus d'1 km, pas forcément très pratique et sécurisé, rogne 1/2 heure de pratique, et éloigne les enseignants d'EPS du Lycée.



Pour rappel, les besoins théoriques estimés par l'Education Nationale et par les syndicats d'enseignants pour un lycée de 1000 élèves (avec 4 enseignants d'E.P.S) sur la base de 2 Heures d'E.P.S. par semaine (sans compter l'UNSS) :

- 1 gymnase 44m x 24m, polyvalent et ses annexes (ou un gymnase 40 x 20 plus une salle annexe de 250 à 300 m²)
- une salle spécialisée de 300 à 400 m²
- 1 stade scolaire qui comporte une piste d'athlétisme, 3 - 4 couloirs de 250 m avec une ligne droite de 120 m. En prolongement des lignes droites de course : 2 fosses de saut en longueur collectif de 6 m sur 9 m, et une aire de lancers de poids permettant de lancer par vague de 6 à 8 élèves.
- 1 plateau de grand jeu 40 m x 20 m en extérieur, 800 m²

Source : [CESER - Les équipements sportifs intégrés aux lycées régionaux de Provence Alpes Côte d'azur](#)

Le site de Mandon, s'il est adapté pour la course de fond et l'endurance (à condition d'avoir les vestiaires sur place) n'est pas assez grand pour y construire les équipements d'EPS indispensables.

2) L'ALTERNATIVE QUE NOUS SOUHAITONS VOIR EXAMINÉE

La friche de l'ancien collège Jean Monnet, située boulevard des sports, présente selon nous les conditions requises pour accueillir le projet du futur lycée. Cet ancien collège a déjà accueilli jusqu'à 1 100 élèves par le passé.

- **Impact limité sur la biodiversité.** Le site est entièrement artificialisé et il appartient au domaine public (département , qui préconise, lors de la réaffirmation récente de sa stratégie sur le Zéro artificialisation nette, de reconstruire sur les anciens collèges), ce qui en faciliterait l'acquisition par la région.
- **Aucun risque inondation et pas d'artificialisation en bord de rivière**
- **Aucun impact paysager**
- **Proximité des transports en commun** et plateforme de transports scolaires déjà existants
- Possibilité de lier ce projet au réaménagement de l'espace Sèvre et Maine annoncé pour ce mandat municipal, mais reporté au mandat suivant, et ainsi **répondre au besoin d'un équipement sportif dédié** à ce lycée.
- **Économies** en termes de réorganisation des transports urbains et des aménagements à prévoir sur le secteur du Chêne.

3) POURQUOI CETTE ALTERNATIVE A T-ELLE ÉTÉ ÉCARTÉE

Les explications de la région : **il faut 3 hectares pour construire un lycée.** Or notre proposition sur 2 hectares est adaptée. Pour preuve, nous avons l'exemple en région parisienne d'un lycée construit sur 2 hectares avec des logements et des équipements sportifs inclus dans le projet ou bien à proximité immédiate.

[Google maps Lycée Emily Brontë de Lognes](#)
[Lien pour Plan du Lycée Emilie-Brontë de Lognes](#)

En outre, le lycée Mandela à Nantes est construit sur 1.5 hectares pour un nombre supérieur d'élèves. De plus, le site de Sèvre et Maine présente des opportunités d'aménagement pour compléter les installations sportives. Ce site devrait faire l'objet d'un aménagement lors du prochain mandat.

Le projet de Mandon prévoit une implantation du lycée sur 13000 m² seulement, ce qui rend pertinente l'option sur la friche de Jean Monnet.

4) NOS ATTENTES

Nous observons une information trop confidentielle des citoyens. Lors de la concertation de mi-mandat organisée par la Ville en 2023, rassemblant plusieurs centaines de Vertaviens, ce dossier n'a tout simplement pas été évoqué. La pré concertation citoyenne qui a eu lieu du 20 septembre au 19 octobre 2023 n'a pas duré suffisamment longtemps pour permettre aux citoyens de s'en saisir.

Il en a été de même lors de la concertation Loiry Cœur Vert, où les participants (dont nous faisons partie) n'ont été consultés et autorisés à s'exprimer que sur les aménagements potentiels du parc du Loiry, situé à proximité du site de Mandon.

Nous citons, pour exemple, le projet d'exploitation des carrières de sables à Saint Colomban qui a été remis en cause car la pré concertation n'avait pas duré suffisamment longtemps et n'avait pas bénéficié de publicité adéquate.

Or la Métropole (à travers le plan climat) et le Département ont affirmé des politiques volontaristes en matière d'artificialisation. Christelle Morançais, présidente de la région Pays de la Loire, déclarait lors d'une rencontre des maires des Pays de Loire autour de la Zéro Artificialisation Nette (9 novembre 2023) : « **Cet impératif de sobriété foncière, ce fameux ZAN bouscule, interroge, inquiète souvent** ». « **Cette loi est un cap, une occasion d'inventer une nouvelle façon d'aménager nos villes et nos villages, d'inventer un urbanisme plus compact, plus économe, plus agréable à vivre.** »

Le projet du futur lycée doit être l'occasion de traduire ces déclarations en actes. Nous demandons donc:

- **Une prise en compte de l'alternative de la construction du Lycée sur les friches de l'ancien collège Jean Monnet, par la Région, la Métropole, et le Département,** pour répondre à l'urgence climatique en termes de biodiversité, d'artificialisation des sols, de risque inondation, de déplacements urbains, et d'installations sportive à proximité immédiate.
- **une véritable concertation des vertaviens et/ou une véritable enquête publique.**

L'enquête publique qui doit débuter le 31 mars ne va durer qu'un mois, dont deux semaines de vacances scolaires. De plus, deux permanences du commissaire enquêteur ont lieu pendant les vacances.

Nous demandons une véritable concertation des citoyens sur ce dossier, compte tenu des impacts sur la biodiversité, les risques d'inondations, et les difficultés de trafic à attendre. Et pour cela nous demandons, dans un premier temps, un **allongement de l'enquête publique à deux mois.**

Il est encore temps !